

## ENTV-AL JAZEERA

## Les dessous d'un bras de fer

**Le marché des droits de transmissions audiovisuelles est régi par des règles, notamment éthiques, qui exigent du détenteur desdits droits de faire une proposition aux partenaires concernés dans un délai respectable. Chose que, non seulement la chaîne qatarie Al Jazeera n'a pas fait auprès de l'ENTV, mais, plus grave encore, elle a usé d'une sorte de chantage politique, loin de toute logique sportive.**

**Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir)** - Selon une source autorisée, l'ENTV a formulé à Al-Jazeera une demande d'achat des droits de retransmission terrestre du match de football opposant la sélection nationale algérienne à celle du Burkina Faso plus d'une semaine avant la tenue de la rencontre à un prix de l'ordre de 550 000 dollars.

«La chaîne qatarie a refusé la proposition à trois reprises. Mais ce n'est qu'au dernier jour, soit à quelques heures seulement du début du match, qu'Al-Jazeera a affiché son prix : 1,5 million de dollars et l'ouverture d'un bureau de la chaîne qatarie à Alger», explique notre source. Si le prix des droits de retransmission – pourtant ter-

restre – a été jugé exagéré par l'ENTV, il est clair que l'autre aspect de l'offre, à savoir l'ouverture d'un bureau à Alger, revêt un caractère purement politique. «Nous avons tout de suite compris qu'Al-Jazeera a laissé le dernier moment pour formuler sa proposition pour nous mettre devant le fait accompli.

Si pour les 1,5 million de dollars nous avons considéré que c'est du vol, voire du racket, pour l'ouverture d'un bureau il n'y avait plus de doute que la chaîne qatarie voulait exercer sur l'Algérie un chantage politique», ajoute notre source qui explique en même temps que l'ENTV a toujours eu des rapports commerciaux emprunts d'éthique,

équilibrés avec ses partenaires. Principes, affirme-t-on à l'ENTV, qu'«Al-Jazeera a piétinés».

#### De la nécessité de lancer le débat sur les droits TV en Afrique

S'il y a un continent où les règles définissant les droits de transmissions audiovisuelles restent indéfinies c'est bien l'Afrique. Le détenteur desdits droits se permet le plus souvent toute sorte de pressions et d'exagération, que ce soit sur le prix ou autre.

En Europe, des critères ont été mis en place, après que l'Angleterre et la Belgique eurent agi de la sorte pour permettre à leurs citoyens de suivre des rencontres de leurs sélections nationales respectives sur des chaînes en clair.

Pour rappel, la FIFA et l'UEFA avaient porté plainte auprès de la cour européenne de justice mais avaient été déboutées. Les critères arrêtés après cet incident portent sur quatre volets.

Le premier, c'est lorsque l'évènement fédère un public plus large que celui qui est traditionnellement concerné.

Le second participe de l'identité nationale. Le troisième c'est lorsque l'évènement implique l'équipe nationale dans une compétition de grande envergure. Le quatrième et dernier volet c'est lorsque l'évènement fait traditionnellement une large audience télévisée. Lorsque deux de ces quatre critères sont réunis, le pays concerné peut retransmettre le match de sa sélection nationale sur des chaînes télévisées à accès libre. Dans le cas de l'Algérie, insiste notre source, les quatre critères sont réunis. C'est justement dans ce sens que l'Union africaine de radiodiffusion (UAR), présidée par le directeur général de l'ENTV, Toufik Kheladi, opère dans ce sens depuis quelque temps.

«Un groupe de travail, chargé d'élaborer des propositions à soumettre aux chefs d'Etat lors du pro-

chain sommet africain, a été installé par l'UAR. Quand bien même le marché des droits de transmissions audiovisuelles en Afrique est régi par des règles, celles-ci restent de loin insuffisantes vu que les détenteurs de ces droits font fi de la déontologie», ajoute notre source, tout en rappelant que la chaîne qatarie Al-Jazeera a eu déjà à pirater la dernière coupe d'Algérie, qui a opposé le MC Alger et l'USM Alger.

Enfin, il est à signaler que le DG de l'ENTV, Toufik Kheladi, qui est intervenu hier à midi sur les ondes de la radio nationale, a expliqué qu'habituellement c'est la société Sport Five qui détient les droits de retransmission. «Mais, contre toute attente, cette dernière a décidé de les céder à Al-Jazeera, sans respecter le droit de retransmission terrestre, qui aurait permis au public algérien de suivre la rencontre sans que soit soulevé un quelconque problème», a-t-il réagi.

M. M.

#### MORT NATURELLE OU EMPOISONNEMENT ?

## Les révélations du médecin soviétique de Boumediène

**Les révélations d'Evgueni Tchazov, médecin-chef qui dirigeait le «département 4» chargé de la santé des leaders communistes au Kremlin, remet au goût du jour les conditions encore non élucidées de la mort du président Houari Boumediène. Il a plaidé la thèse de l'empoisonnement. De quoi justifier la réouverture d'une enquête...**

**Lyas Hallas - Alger (Le Soir)** - L'entretien accordé par le Pr Tchazov à la réplique arabophone de la chaîne internationale russe, a porté sur son témoignage quant aux soins prodigués par les médecins soviétiques aux présidents Egyptien et Algérien, Nasser et Boumediène. Un témoignage consigné dans son livre paru récemment : «Santé et Pouvoir, souvenirs d'un médecin du Kremlin», où il a conclu, en substance, qu'«il y a quelqu'un qui aurait aidé le président Boumediène à rejoindre l'au delà.».

Rappelons le contexte. C'était juste après la signature des accords cadres pour la paix au Moyen-Orient, négociés entre l'Égypte et Israël à Camp David, aux Etats-Unis. Le président Boumediène s'était rendu en URSS pour des soins à son retour d'une tournée qui l'avait conduit dans dix capitales du Moyen-Orient et qui s'était terminée par un sommet du «Front de fermeté» (Syrie, Libye, Yémen démocratique, OLP et



Houari Boumediène.

Algérie), tenu à Damas, en septembre 1978. Le président Boumediène entreprenait alors de rallier les «attentistes». Prônant l'intransigeance sur les principes afin de préserver les Palestiniens du désespoir après la défection de l'Égypte, Boumediène misait beaucoup sur une réconciliation entre la Syrie et l'Irak, indispensable pour la crédibilité d'un front nord contre Israël. Or, l'Irak de Saddam Hussein qui combattait la prétention maghrébine de leadership au Front de fermeté, avait fait volte-face et boycotté le sommet à la dernière minute, mettant Boumediène, qui avait investi une partie de son autorité, dans l'embarras. Le sommet de Damas s'était, en tout cas, soldé par la réconciliation des Palestiniens et des Jordaniens. Et, alors que les Etats-Unis brandissaient la menace d'intervenir militairement pour garantir la paix, les

participants avaient décidé de recourir à l'URSS. La tension géopolitique qui s'en était suivie avait failli provoquer une autre guerre dans la région.

#### Secret et peur de lynchage

Bref, le Pr Tchazov s'est souvenu du haut de ses 84 ans des conditions dans lesquelles il avait reçu le président Boumediène, le secret auquel avaient été astreints les médecins auxquels on l'avait confié en URSS et aussi de l'angoisse qui les a pris à cause d'une rumeur entretenue à l'hôpital où il était à Alger. «On a eu peur de se voir lyncher s'il mourait. La crème des médecins soviétiques était là pour prendre le président Boumediène en charge. J'avais dû appeler le président Andropov pour le lui faire part de mes inquiétudes s'il lui arrivait quelque chose. A la

mort du président Boumediène, un responsable nous avait amené via le sous-sol pour nous faire sortir à travers une porte dérobée», a-t-il raconté.

S'agissant du diagnostic et quoiqu'il ait soutenu, sans l'affirmer, que les symptômes que présentait feu Boumediène ressemblaient à un «empoisonnement», Pr Tchazov a avoué, 35 ans après, que l'équipe médicale présente à son chevet s'était révélée, à l'époque, «incapable de diagnostiquer son état de santé». Selon ses dires, le défunt président lui avait confié qu'«il a commencé à se sentir mal après avoir mangé dans l'avion». S'il n'a pas précisé où était l'avion quand ces signes de fatigue sont apparus sur lui, Pr. Tchazov n'a néanmoins pas manqué de faire le parallèle avec la mort du leader palestinien Yasser Arafat quant à l'insuffisance du diagnostic. «Nous avons constaté le dysfonctionnement de beaucoup de ses organes vitaux et aussi un changement dans l'équation chimique de son sang. Nous étions devant un état critique qui s'aggravait. Nous l'avions accompagné à Alger. D'autres médecins avaient été amenés de France mais, nous n'avions pas pu comprendre son cas», a-t-il indiqué.

Boumediène est mort un peu plus d'un mois après sa tournée en Orient. Saura-t-on un jour les dessous de sa mort ? Son corps sera-t-il exhumé pour un réexamen ? C'est la seule solution, à vrai dire, pour pouvoir préciser le diagnostic et élucider les conditions de sa mort.

L. H.

#### CANDIDATURE DE BOUTEFLIKA À UN 4<sup>e</sup> MANDAT

## Saïdani anticipe l'annonce

**La vérité sort-elle de la bouche du secrétaire général du FLN, Amar Saïdani ? A l'écouter discourir samedi devant les militants de son parti à Ouargla, Bouteflika sera, nul doute, de la course à la magistrature suprême au mois d'avril prochain.**

**Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir)** - La déclaration d'Amar Saïdani ne souffre pas d'ambages, ne s'encombre pas du moindre conditionnel. Par la solennité du ton, elle a tout l'air d'une affirmation : «Les portes des candidatures à la plus haute magistrature sont fermées au sein du FLN. Je suis là pour vous dire que notre candidat est connu, il s'agit d'Abdelaziz Bouteflika», a-t-il insisté devant les militants du parti qui ne pouvaient qu'être déroutés par la multiplication des assertions contradictoires au sujet de la posture que Bouteflika adopterait par rapport à la présidentielle d'avril 2014.

Pour le secrétaire général du FLN, la messe est dite et il ne reste devant les militants qu'à se préparer à soutenir un quatrième mandat de Bouteflika. Même les structures dirigeantes du parti devraient, selon lui, se préoccuper d'autre chose.

«Les portes des candidatures à la plus haute magistrature sont fermées au sein du parti», a-t-il tranché, sans prendre l'avis du comité central à qui il revient statutairement de positionner le parti par rapport à l'élection présidentielle. Quitte à devoir répondre d'une décision à la hussarde, Amar Saïdani évacue ainsi toute discussion autour de la question au sein des instances du parti.

Un débat dont il aurait à l'évidence peur, puisqu'il n'est pas exclu que des candidatures parmi les cadres, aujourd'hui en embuscade, ne sollicitent, le moment venu, l'adoubement du comité central du FLN et, partant, le soutien électoral du reste des structures et des militants du parti. D'autant, il se susurre que Belkhadem nourrirait l'ambition de se porter candidat au nom du FLN, si d'aventure Bouteflika, malade et toujours convalescent, déclarait forfait. Il y a aussi cette candidature supposée d'Ali Benflis qui pourrait trouver soutien auprès des militants du FLN.

Ce sont les deux raisons qui auraient incité Saïdani à soustraire la question des présidentielles à tout débat au sein des structures du parti. Mais pour oser cela, il s'est appuyé sur la candidature de Bouteflika qu'il anticipe d'annoncer. Amar Saïdani avait déjà eu raison d'évoquer l'imminence d'un Conseil des ministres. On peut dire qu'il s'abreuve à la bonne source.

S. A. I.